



ESJ Social Sciences

Décisions politiques face à la COVID-19 à Bukavu, République Démocratique du Congo: Entre nécessité économique et exigence sociale

Amos Cishunguluka Kanani

Professeur Associé au Département de Sociologie,
Université Officielle de Bukavu, RD Congo

[Doi:10.19044/esj.2022.v18n12p123](https://doi.org/10.19044/esj.2022.v18n12p123)

Submitted: 24 May 2021
Accepted: 27 April 2022
Published: 30 April 2022

Copyright 2022 Author(s)
Under Creative Commons BY-NC-ND
4.0 OPEN ACCESS

Cite As:

Kanani A.C. (2022). *Décisions politiques face à la COVID-19 à Bukavu, République Démocratique du Congo: Entre nécessité économique et exigence sociale*. European Scientific Journal, ESJ, 18 (12), 123. <https://doi.org/10.19044/esj.2022.v18n12p123>

Résumé

Cette étude s'est assignée pour but de discuter les fondements économiques et sociaux des décisions politiques face à la pandémie de Corona virus. Il en a découlé les objectifs spécifiques d'identifier l'importance accordée à l'économie et au social à travers les décisions politiques face à la pandémie de COVID-19; relever l'interprétation de ces décisions politiques par la population dans la ville de Bukavu en RD Congo; et enfin, expliquer l'enjeu de la primauté accordée à l'économie au détriment du social dans le processus de lutte contre la propagation de la pandémie de COVID-19 à Bukavu. Au plan méthodologique, la collecte des données a été axée principalement sur l'entretien libre et la discussion en groupe. Sur la base de l'échantillonnage occasionnel, 93 personnes ont été enquêtées individuellement et 35 intellectuels ont participé aux discussions de groupe. Les données ont été analysées au moyen des outils d'analyse qualitative. En rapport avec les objectifs lui assignés, l'étude a abouti aux résultats qui montrent qu'en RDC, les décisions politiques consistant à la fermeture des écoles, églises, espaces culturels et récréatifs à l'exception des activités marchandes ou commerciales ont accordé plus d'importance à l'économie qu'au social. Bien plus, ces mesures sont interprétées par les enquêtés comme relevant de l'injustice, parce qu'elles sont restrictives des libertés et inégalitaires ou sélectives. Enfin, l'analyse révèle que l'enjeu de la primauté

accordée à l'économie à travers ces décisions a été non seulement de protéger la population contre la pandémie mais aussi et surtout de permettre à l'État de maintenir sa capacité extractive (poursuite de la mobilisation des ressources en vue de répondre aux exigences sociales) en dépit de la crise sanitaire. Néanmoins, l'État est critiqué de n'avoir pas témoigné la solidarité à travers une politique de distribution dans ce contexte de crise sanitaire. Il est taxé d'avoir lui-même renforcé les inégalités sociales.

Mots-clés: COVID-19, nécessité économique, exigence sociale, décisions politiques, rationalité, inégalités

Political Decisions between Economic Necessity and Social Demands in the Face of COVID-19 in Bukavu, Democratic Republic of Congo

Amos Cishunguluka Kanani

Professeur Associé au Département de Sociologie,
Université Officielle de Bukavu, RD Congo

Abstract

This paper focuses on discussing the economic and social foundations of political decisions regarding the Corona virus pandemic. The objectives of the study aimed to identify the importance attributed to economics and social throughout political decisions due to the COVID-19 pandemic. The results from this study point out the interpretation of these political decisions by the population in Bukavu city, DRC. The supremacy system of economics over the social in the process of combating the spread of the COVID-19 pandemic was outlined also in Bukavu. Methodologically, data collection was carried out through open interviews and group discussions. Occasional sampling technique was utilized and 93 persons were individually analysed while 35 intellectuals attended group discussion. The data was analyzed using qualitative analysis tools. The results of the study reveal that DRC political decisions to close schools, churches, culture, and leisure spaces, with the exclusion of business activities, gave more relevance to economics than the social. These State regulations are interpreted by respondents as unfair because they are selective and liberty restrictive. The analysis highlights that the supremacy system given to the economy through these decisions was not only to protect the population against the COVID-19 pandemic but also to allow the State to maintain its extractive power (purpose of resources movement in order to respond to social obligations) despite the health crisis.

The state is criticized for not having shown solidarity through a distribution policy in this context of health crisis and is known to have reinforced social inequalities.

Keywords: COVID-19, Economical necessity, social obligations, political decisions, rationality, inequalities

Introduction

Il n'est plus à douter ni à démontrer que le monde est en guerre contre un nouvel ennemi commun, à savoir le Corona virus, dit aussi la COVID-19. Ce nouveau fléau à amplitude mondiale vient s'ajouter à la liste des problèmes mondiaux les plus redoutables. Son adversité et sa capacité de nuisance dépassent encore les prévisions humaines et la bataille contre ce fléau n'est pas encore gagnée (World Bank, 2019). La planète terre n'en finit plus d'enregistrer différentes vagues et variantes de cette pandémie et d'en dresser le lourd bilan tant humain que financier, tout en cherchant les voies et moyens de vaincre le fléau. Il faut peut-être se projeter sur le long terme pour prétendre faire reculer ce mal à répercussion mondiale (Djiofack et al., 2020). Sans nul doute, les cerveaux sont mis à contribution pour tenter de trouver des solutions idoines, combinant la recherche scientifique et les décisions politiques.

Soucieux de protéger les populations contre la contamination et limiter la propagation de la pandémie, les acteurs politiques prennent des décisions qu'ils jugent pertinentes, adéquates et conformes aux différents contextes. Toutefois, ces différentes décisions politiques ne semblent pas bénéficier de la même compréhension des gouvernés, et par conséquent, ne produisent pas les mêmes effets sur la diminution du taux de contamination.

Des comportements individuels ou collectifs de banalisation sont aussi observés au sein des populations pour défier la lutte déclenchée contre la pandémie. Rien d'étonnant pourtant, lorsqu'on sait que certaines de ces décisions touchent aux libertés, les restreignent et limitent l'accès à des droits. Des mécontentements à l'égard de ces mesures ont été entendus dans plusieurs pays, au Nord comme au Sud. Par exemple, en France, les patrons de bars, sous l'effet de la colère, ont manifesté à Lille contre la fermeture à 22 heures (AFP, septembre 2020).

Évidemment, face à cette pandémie, la politique de restriction des libertés n'est pas la même dans tous les pays. Par exemple, la suspension des activités économiques et socioculturelles s'est observée plus en Europe; tandis que la suspension des activités socioculturelles et la clémence à l'égard de certaines activités économiques s'est plus observée en République Démocratique du Congo (Djiofack, 2020).

Ainsi, en RD Congo, en général, et dans la ville de Bukavu en particulier, les décisions politiques face au Corona virus ont suspendu les

activités scolaires, universitaires, religieuses, culturelles (les cérémonies festives de masse, les stades et cercles sportifs, les restaurants et bars, les hôtels, etc.), alors que les marchés, les magasins, les alimentations, les supermarchés, etc., ont été gardés en activité. Cela a étonné les populations qui ont estimé que les mesures barrières édictées par les autorités seraient plus faciles à respecter et à faire respecter plutôt dans les églises, les écoles, les universités que dans les marchés.

Le marché central de Kadutu à Bukavu, par exemple, a fonctionné durant toute la période de confinement, quand les églises, les écoles et les espaces récréatifs étaient restées fermées. Cela a suscité des controverses et des incompréhensions au sein de l'opinion.

Cette réflexion sociologique ne peut probablement pas dissiper le mal entendu entre les décideurs et les populations concernant les décisions prises face à la COVID-19. Tout au moins, elle vise principalement à discuter les fondements économiques et sociaux des décisions politiques face au Corona virus. Spécifiquement, l'analyse vise à :

- Identifier l'importance accordée à l'économie et au social par les décideurs politiques à travers ces décisions. Autrement dit, comprendre et expliquer laquelle d'entre la nécessité économique et la nécessité sociale, prime sur l'autre, dans la praxis politique face au Corona virus, en RD Congo;
- Expliquer l'enjeu de la primauté accordée à l'économie au détriment du social dans le processus de lutte contre la propagation de la pandémie de COVID-19 en RD Congo et dans la ville de Bukavu.

Méthodologie

La réalisation de cette étude s'est appuyée sur une méthodologie qualitative. En effet, les conditions et les limites de l'efficacité des décisions politiques face à la COVID-19 ne peuvent être appréhendées que par l'analyse de leur pertinence dans un contexte donné, et ce, en portant un jugement sur les fondements et la qualité de ces décisions. Ainsi, les données collectées ont été essentiellement qualitatives, tout comme le type d'analyse étayée.

La collecte des données s'est effectuée en deux moments : pendant le confinement lors de la première vague de COVID-19 en RDC (avril-juillet 2020) et lors de la deuxième vague de COVID-19 (entre janvier-février 2021).

Ainsi, pendant le confinement, les membres des corps scientifiques et académiques de différentes facultés de l'Université Officielle de Bukavu, ont participé à des discussions à travers le groupe ou forum WhatsApp, autour des décisions prises par les autorités et les conséquences du confinement. Le nombre de ces universitaires qui ont débattu en groupe est de 35. Ce sont des enseignants des facultés des sciences sociales, Économie, Santé publique et Philosophie.

Lors de la deuxième vague de COVID-19 (janvier –février 2021), les écoles, les buvettes, les salles de fête, les stades, les cercles récréatifs, ...ont été fermées, à l'exception cette fois des églises (à cause probablement de la pression des prélats catholiques sur la présidence de la République) et des marchés. Ainsi, nous nous sommes entretenus avec 93 personnes rencontrées occasionnellement sur des artères routiers (place de l'indépendance, place dite feu rouge et Nyawera (place Munzehirwa) et dans les cours intérieures des églises après les messes ou les cultes (deux dimanches : un dimanche consacré à deux églises protestantes, à savoir 4^e CEPAC SAYUNI et 3^e CEBCA BUGABO, et un dimanche consacré aux églises catholiques dont la cathédrale notre Dame et la paroisse de Kadutu).

Les données recueillies ont été transcrites, traitées soumises à l'analyse du contenu qualitatif (Wanlin, 2007). Il convient de mentionner que l'analyse de contenu a été nourrie d'arguments articulant la dialectique et la praxéologie dans un système social global propice aux contradictions suivant le modèle de Savoie-Zajc (2000).

1. Nécessité économique et nécessité sociale dans les sociétés humaines

L'évolution des idées et des faits sociaux renseigne que dans toute société humaine, les volontés économiques et celles sociales sont souvent instrumentalisées par les logiques politiques. Ces volontés se trouvent alors considérées comme étant le fruit de la rationalité politique. Mais, dans certaines circonstances, l'économique est magnifié, tandis que le social est relégué au rang inférieur, dans la mesure où l'économie au sens large du terme est omniprésente et investit tous les domaines de la vie quotidienne : social, culturel et politique (Goethals et al., 2013).

1.1. La nécessité économique magnifiée

Parler de la « nécessité », c'est insinuer le besoin, l'impératif vital. Toutes les sociétés, traditionnelles ou modernes, ont l'expérience de la nécessité, en général, et de la nécessité économique, en particulier. Produire des richesses est une préoccupation primordiale des sociétés humaines dans toutes les circonstances. Aucune communauté ne peut exister sans une quelconque forme d'économie substantielle (Chavance, cité par Alary, 2012). L'économie a toujours été considérée comme étant nécessaire et sa place dans la société a toujours été soulignée. L'économie au sens large du terme est omniprésente dans la société humaine et investit tous les domaines de la vie quotidienne : social, culturel et politique. Elle est selon Goethals et ses collègues (2013), un pouvoir.

À la lumière des travaux de Polanyi (2007) dans le cadre de l'Anthropologie économique, il est possible de situer l'importance de

l'économie dans la société et de comprendre le possible passage de son encastrément à son désencastrément.

Au fait, l'auteur sus évoqué avait déjà constaté une sorte de mystification du paradigme économique dans les sociétés modernes, mystification qu'il désigne par le vocable de « sophisme économiste ». En effet, pour expliquer cette situation, il montre que jadis, « les différentes formes de commerces assuraient les flux de biens et la logique qui présidait au contrôle des prix était celle de la stabilité [...] L'esprit de marché domine les représentations économiques de l'homme moderne et contemporain.

Dans les sociétés traditionnelles, l'économie était logiquement encastrée. Pour Polanyi (2007), historiquement, le système économique n'était pas institutionnellement séparé. Il était simplement un corollaire d'autres institutions, non économiques. Les actes économiques, les transferts de biens par exemple, s'intégraient au processus général de socialisation et servaient des mobiles politiques, religieux, etc.

Au demeurant, pour cet auteur, le concept d'encastrément traduit cette intégration du système économique dans le social et s'oppose au concept de désencastrément qui est le fait pour l'économie de se placer à l'écart du social (Polanyi, 2007).

C'est dans le contexte de désencastrément de l'économie que se situe notre réflexion portant sur la nécessité économique au cœur des mesures politiques de lutte contre la propagation de la pandémie de la COVID-19 en RD Congo.

En effet, il se trouve que dans les sociétés actuelles en général, et la société congolaise, en particulier, l'économie est magnifiée, placée à l'avant-garde des décisions. Les liens sociaux sont subordonnés à la majesté de l'économie; le marché est la forme économique que les mesures politiques semblent protéger dans les circonstances de crise. Il est peu probable que la place de l'économie dans ces sociétés ait connu des mutations. Le marché y est impératif pour faire interagir l'offre et la demande, sans trop se préoccuper explicitement de liens sociaux.

Le système de marché apparaît, se développe et se perfectionne, par la faim et le gain. L'impôt et la taxe deviennent des éléments essentiels de la puissance économique marchande, avec en toile de fond, l'autorité de l'État ou le pouvoir de coercition légitime.

En situation de crise de tout genre, l'État adopte un comportement rationnel qu'il pense a priori, capable d'influencer, en sa faveur, le fonctionnement du marché.

Des circonstances de crise de n'importe quelle sorte obligent donc l'État à prendre des mesures, y compris des mesures économiques, en vue de préserver son fonctionnement. À cet effet, l'économie reste nécessaire même pendant des périodes critiques. Ce n'est pas une circonstance de guerre qui a

dicté des mesures qui font polémique en RD Congo en général, et dans la ville de Bukavu en particulier. C'est une crise d'une autre nature qui aiguillonne la controverse, à savoir la pandémie de Corona virus, dont les mesures politiques de prévention ou de réduction de contamination semblent verser dans ce qui a été considéré plus loin comme relevant du « sophisme économiste ». L'État congolais désencastre lui-même l'économie et semble en souligner l'impérieuse nécessité, dans un contexte particulier de crise sanitaire. Ce faisant, le pouvoir étatique fait le choix et s'obstine à en assumer les conséquences.

Est-ce un choix risqué et non judicieux dans le contexte de la lutte contre la pandémie?

Il est tôt de le confirmer ou de l'infirmier, puisque le deuxième point va s'y atteler.

Cependant, il est incontestable que l'économie, dans le choix des options à prendre face à la COVID-19, a bénéficié d'une plus grande attention de la part des décideurs politiques.

Par ce développement, il sera démontré ici entre autres, qu'en formulant sa métaphore de l'encastrement-désencastrement, Polanyi (2007) dénonce le mythe d'un marché autorégulateur, émancipé des institutions et des sociétés. Pour lui, l'économie doit être subordonnée aux besoins des hommes, et non l'inverse.

De ce qui précède, il se trouve que les sociétés humaines contemporaines, sous l'égide de l'appareil étatique, accordent une place de choix à l'économie, au marché, et donc à l'argent.

Dans ce même sillage, Lazarus et al. (2020) ont réverbéré sur le thème « L'argent occupe-t-il une place trop importante dans notre société? ». Et sans doute conviennent-ils que les rapports à l'argent sont immuables dans le monde d'aujourd'hui et qu'en tant qu'outil irremplaçable des échanges et des transactions, l'argent a aussi une utilité sociale et libère. L'État en a donc besoin, tout comme les individus et les groupes et ce, dans n'importe quelle circonstance.

La magnificence de l'économie qui vient d'être soulignée explique que les individus et l'État sont calculateurs, rationnels. Si l'économie s'est vu attribuer une telle importance, il pourrait ne pas en être le cas pour le social qui, pourtant, se trouve évoqué dans tous les discours des décideurs. Devrait-il être la cause de l'économie ou sa finalité? L'économie est-il plutôt envisagé comme un outil au service du social dans le contexte actuel obligeant de décider face au Corona virus? La section suivante tente d'apporter un éclairage sur la place que les décisions et les choix politiques accordent à l'impératif social.

1.2. La nécessité sociale reléguée?

Le social est ici compris comme un ensemble de dépenses, de responsabilités, des actions que l'autorité publique doit endosser en vue de répondre aux sollicitations et satisfaire les besoins collectifs.

Aux dires de Steiner et Vatin (2013), la sociologie économique considère que l'activité économique est une dimension de l'activité sociale. En d'autres termes, le fait économique est en propre un fait social. Molénat (2015) tombe d'accord avec eux que les activités économiques sont, comme les autres, des activités sociales, même si ce ne sont pas nécessairement des activités sociales comme les autres. Bref, pour lui, l'économie, c'est aussi la société.

Dans cette étude, la notion de social désigne un ensemble de dépenses, de responsabilités, des actions que l'autorité publique doit endosser en vue de répondre aux sollicitations et satisfaire les besoins collectifs.

Il n'est donc pas insensé de commencer par affirmer que le social, vu sous l'angle instrumental ou finaliste, est une charge, un coût pour l'appareil étatique. Mais, d'un autre son de cloche, il est un moyen pour réaliser ou d'atteindre l'économique.

Pourtant, l'État moderne est fondamentalement capitaliste pour une finalité sociale. Il serait utopique de lui exiger un regard attentif sur le social sans l'encourager à réaliser ses ambitions économiques en termes de richesses ou de croissance.

Les liens sociaux ont souvent été affectés par des crises économiques qui frappent de plein fouet les sociétés humaines. Mais, quant à elle, l'économie a souvent trouvé sa place dans ces crises, qu'elle en soit la cause ou non.

La nécessité sociale a souvent exigé la nécessité économique, mais le débat en rapport avec l'imbrication de ces deux nécessités reste de taille en sciences sociales.

Avec le triomphe de l'individualisme, même l'État n'est pas forcément une instance de solidarité. Dans le contexte de la lutte contre la propagation du virus de Corona, à Bukavu, la nécessité sociale s'est vue reléguée à l'arrière plan (l'église, l'école, le sport, la culture etc.) au profit de la nécessité économique (marché, magasin etc.). Cependant, l'économie ne se résume pas dans l'idée de marché ou de magasin comme lieu de vente et d'achat. Certains secteurs de la vie économique comme le travail au sens large, ont aussi subi de plein fouet les effets néfastes des mesures politiques de lutte contre la pandémie; surtout que le télétravail n'est pas la réalité de toutes les sociétés.

Le social, bien que nécessaire, se trouve dominé par l'économique dans certaines circonstances. Bourdieu (2000) en convient lorsqu'il note que le monde social est formé de champs sociaux caractérisés par des rapports de pouvoir ou de domination. Ces champs sociaux sont des lieux de prise de

positions conflictuelles autour d'enjeux spécifiques : l'école, les médias, l'art, l'économie, la politique, le langage, la science, etc. Ceci est encore plus vérifiable dans un contexte où l'État est lui-même capitaliste.

L'intervention de l'État sur le marché n'a pas réussi à déraciner la suprématie du capital au bénéfice du social. La dictature des marchés s'impose aujourd'hui aux États pour éviter l'implosion financière, jusqu'à les pousser à privilégier malgré eux la nécessité économique et reléguer au second plan la nécessité sociale.

La nécessité sociale et la nécessité économique seraient pourtant placées au même niveau dans un État Providence, ayant le devoir de jouer un rôle actif de stimuler la croissance économique, en fournissant une protection sociale et en corrigeant les injustices sociales.

Pour nous, l'État doit remplir les fonctions extractives, mais aussi celles distributives en vue de conserver son monopole de la violence symbolique légitime et pour la justice sociale.

Au cas où il autorise le fonctionnement du marché tout en paralysant le social et le culturel, il reproduit les inégalités sociales. L'État est appelé à réduire ces inégalités en redistribuant une partie de la richesse nationale créée.

Dans ce sillage, Alesina et Glaeser (2006) ont tiré quelques conclusions sur le fonctionnement de la redistribution sur les deux rives de l'Atlantique. En effet, ils trouvent que les flux de ressources pris aux riches pour donner aux plus pauvres sont bien plus importants en Europe occidentale qu'aux États-Unis. Les dépenses publiques y sont en moyenne plus élevées, 45% du PIB dans l'Union Européenne contre moins de 30% aux États-Unis.

Il en demeure que les États, bien que se considérant tous comme étant Providence, n'ont cependant pas la même politique de redistribution. Pourtant, cette dernière est intimement liée à la nécessité sociale qui ne saurait donc pas être reléguée au dernier plan. C'est cela qui justifierait le besoin de jonction de la nécessité économique et la nécessité sociale dans la prévention contre le Corona virus.

En RD Congo, en général et à Bukavu, en particulier, à cause de la COVID-19, les activités socio-culturelles ont été confinées autant que les humains, mais les activités économiques exercées au marché au sens populaire ont été maintenues. C'est probablement une question de rationalité de la part des autorités. Il est important de scruter les fondements de la primauté de la nécessité économique sur la nécessité sociale dans la lutte contre la propagation de la pandémie, en vue de relever et expliquer la rationalité ou l'irrationalité des décisions politiques face au Corona virus à Bukavu-RD Congo.

2. Résultats de l'enquête

Les préoccupations majeures de ce point sont celles de déceler les fondements de la primauté accordée à l'économie dans les décisions politiques de lutte contre la propagation de la pandémie et le débat que suscite le choix politique opéré dans ce contexte sanitaire difficile. L'ambition ultime est d'arriver à établir, à la lumière des opinions, si ces décisions politiques sont ou non justes et expliquer l'enjeu de leur orientation plutôt économique que sociale.

2.1. Prise de conscience de l'existence de la COVID-19 à Bukavu

A Bukavu, la plupart des enquêtés ont affirmé l'existence de cette pandémie et de sa dangerosité. Réagissant dans le forum whatsapp de l'Université Officielle de Bukavu, un enseignant en Science politique et administrative soutient ce qui suit : *« un gouvernement responsable ne pouvait pas prendre des mesures aussi fortes si rien de dangereux n'était vu ni ressenti »*. C'est quasiment le même point de vue d'un enseignant en santé publique qui estime que : *« nous devons être vigilants et attentifs aux mesures barrières édictées par le gouvernement, que la pandémie soit réelle ou pas, c'est pour notre bien »*. On voit dans ce propos un message de conscientisation et de sensibilisation.

Pour leur part, les individus sceptiques ont argué que cette pandémie est une réalité ailleurs mais pas en RD Congo et encore moins à Bukavu où les quelques cas signalés de mise en quarantaine restent minimes pour confirmer la présence du virus. Et d'ajouter qu'aussi longtemps que des cas de décès prouvés de COVID-19 n'étaient pas fournis par l'Etat et les structures médicales, ils ne croiront pas à la présence de cette pandémie. Parmi eux, un philosophe s'exprime : *« Je pense que le Gouvernement, par l'entremise de la coordination nationale de riposte, invente des faux cas en vue d'être éligible aux financements de l'OMS et des autres partenaires internationaux œuvrant dans le domaine de la santé. C'est pour cela que tout cas de décès qui survient dans les hôpitaux de proximité avec le pouvoir est mis au compte de COVID-19 »*.

Les discussions entre universitaires dans le forum montre aussi que plusieurs co-débatteurs ont été conscients de la présence de cette pandémie, mais certains d'entre eux restent convaincus que la pandémie est instrumentalisée par les gouvernants pour montrer leur arrimage au monde, mais qu'il n'y avait pas de cas de COVID-19 à Bukavu. Toutefois, la conscience du danger est avouée de la part de plusieurs enquêtés et implique la nécessité de se protéger.

Autant la plupart des gens étaient convaincus de la présence de la pandémie, autant ils avaient pris conscience de la nécessité de se protéger.

Pour leur part, les personnes enquêtées individuellement ont également reconnu l'existence de cette pandémie et ont à leur tour souligné la nécessité de se protéger en respectant les mesures barrières. L'un d'entre eux rencontré à l'église de la 3^e CEBCA à Bugabo/ Kadutu explique : « *la population de Bukavu est toujours dubitative et s'oppose souvent à tout avant de vérifier. Je crains que cela ne risque de favoriser la propagation de cette pandémie. Moi je pense que la COVID-19 existe, mais les décisions du gouvernement pour en empêcher la propagation ne sont pas justes* ».

Ces différents points de vue montrent que globalement, à Bukavu, l'opinion croit en l'existence de la pandémie de COVID-19 et trouve utile de se protéger contre ce fléau. Tout de même, il se dégage qu'une certaine opinion n'a pas confiance au gouvernement, l'accusant de faire preuve d'un conformisme complaisant à un ordre mondial dont les effets ne touchent pas directement la RD Congo.

2.2. Diversité d'opinions sur l'orientation des mesures politiques de lutte contre la propagation de la COVID-19 à Bukavu

A Bukavu, il n'a été trouvé aucun cas de contamination à partir du marché, alors que là, aucune mesure barrière n'est observée. La contrainte et la volonté de se protéger ainsi que de protéger autrui n'y sont pas des règles d'usage.

Les mesures édictées par les autorités pour faire face à la crise sanitaire liée au Corona virus (fermeture des écoles, des églises, des bars, restaurants, des stades, des cercles récréatifs, ...excepté les marchés), sont jugées de très rigoureuses et injustes par tous les enquêtés. Ainsi, une opinion importante estime que ces mesures restreignent les libertés individuelles et publiques.

Les discussions en groupe avec les universitaires ont à leur tour permis de constater que le problème ne se situe pas au niveau de la protection (il est normal qu'un gouvernement protège son peuple contre un mal), mais au niveau de la rationalité des mesures prises. Visiblement, pour nombre d'enquêtés, le problème ne se pose pas en termes de pourquoi le gouvernement a pris des décisions en vue de protéger la population contre la propagation de la pandémie, mais plutôt au niveau de l'efficacité et de la justesse desdites mesures. Il est donc intéressant de noter que le débat se trouve plutôt au niveau de l'orientation que l'État donne aux mesures face à la pandémie, lesquelles orientations s'avèrent plus économiques que sociales. C'est dans cette perspective qu'il s'avère utile d'examiner les fondements matérialistes de ces mesures en RD Congo, en général, et dans la ville de Bukavu, en particulier.

2.3. Dialectique des mesures politiques et des opinions populaires face à la COVID-19

Lorsqu'on cherche à accéder à la connaissance sur l'appréciation à l'égard des décisions d'arrêt des activités socioculturelles à l'exclusion de celles économiques ou marchandes, à Bukavu, on se met à l'évidence de la colère populaire froide et de la désobéissance.

Les mesures politiques adoptées en RD Congo pour faire face à la crise sanitaire due au Corona virus ne sont pas appréciées de la même manière par leurs destinataires. Deux tendances se dégagent de ces appréciations étayées par l'opinion : la tendance opposée à ces mesures (tendance pessimiste) considérant ces mesures comme irrationnelles, et la tendance favorable à ces mesures (tendance optimiste) qui voit en ces mesures le reflet du sens de responsabilité du gouvernement.

A la suite de ces considérations, il ressort des entretiens individuels et des discussions en groupe avec les universitaires que ces décisions politiques sont appréciées soit de très mauvaises soit de mauvaises et rarement de bonnes.

Mais, au fond, qu'est-ce qu'on reproche à ces mesures?

Au fait, ces mesures sont considérées comme étant injustes et très restrictives en ce qui concerne les libertés individuelles et publiques. Bien plus, elles sont trouvées injustes en ce qu'elles n'ont pas touché tous les secteurs (elles sont sélectives en ce qui concerne les secteurs à paralyser pendant le confinement).

L'opinion estime que les décideurs n'ont pas tenu compte du contexte de pauvreté et en cela, les mesures édictées ont été considérées comme susceptibles d'aggraver les inégalités sociales.

2.4. La primauté de l'économique dans la praxis politique face à la pandémie de COVID-19 : le social négligé

À ce stade de l'analyse, s'engage la dialectique des mesures politiques et des opinions en vue d'explicitier la question de la rationalité desdites mesures. Les discussions entre universitaires au sujet de la pertinence des mesures d'arrêt des autres activités à l'exception des activités commerciales ont été mises à profit. A la même occasion, les universitaires ont fait des supputations pour essayer de comprendre les raisons qui pousseraient les gouvernants à ne pas fermer les marchés pendant que d'autres secteurs d'activités étaient paralysés.

S'ils sont tous restés unanimes que ce n'est pas au marché que ces mesures barrières seraient mieux observées qu'en classe, à l'auditoire et à l'église, et que c'est absurde que le gouvernement ait paralysé d'autres secteurs, ils ne sont pas cependant tombés d'accord sur les motifs de laisser ouverts les marchés.

La question qui a alimenté le débat à ce stade est celle de savoir pourquoi ces mesures ont-elles épargné les marchés ?

Les économistes, en première ligne, ont soutenu que l'État a agi rationnellement, puisque les besoins restent à satisfaire en dépit de la présence de la pandémie et c'est à l'instance étatique qu'il appartient de satisfaire ces besoins. Un enseignant en Economie soutient que : « *Les activités économiques doivent être protégées et maintenues en toutes circonstances, sauf pendant la guerre, pour permettre à l'État de prélever taxes et impôts afin de demeurer capable de répondre aux demandes de la nation.* ».

Pour les analystes des autres disciplines (sociologues, politologues, philosophes, spécialistes de santé publique), même s'il est nécessaire pour l'État de poursuivre le jeu de ses rôles et assumer ses responsabilités, les mesures prises par le gouvernement n'étaient rationnelles que d'apparence. Ces intervenants jugent d'injustes les décisions politiques qui ont paralysé certaines activités aussi importantes au profit des activités économiques. Par exemple, un politologue martèle que « *Face à la pandémie de COVID-19, le marché ne protège pas mieux et n'expose pas moins la population que l'école et l'église. D'ailleurs, les richesses économiques réalisées pendant le confinement n'ont pas été équitablement distribuées entre les citoyens.* ».

Dans ce même ordre d'idées, un sociologue s'interroge : « *les individus qui vivent au « taux du jour », c'est-à-dire les chômeurs et les pauvres, empêchés de se débrouiller pendant deux mois, ont-ils aussi bénéficié de ces richesses réalisées par l'État sur les activités économiques en période de confinement pour raison de pandémie ?* ».

On peut noter, à la lumière de toutes ces discussions avec les universitaires de tendance critique à l'égard de ces mesures, que ces dernières ont sacrifié cette masse de personnes dont la survie repose sur la débrouille. Pourtant, selon l'opinion la plus répandue, ces personnes confinées devraient, au nom de la solidarité et de la fraternité, bénéficier d'une partie de ces richesses réalisées sur les activités économiques pendant le confinement. Un sociologue soutient par exemple que : « *Des vivres pouvaient être distribués aux ménages pauvres pendant le confinement pour leur témoigner la solidarité et prouver la justice sociale en des circonstances d'exception.* ». Cette opinion ne fut pas différente de celle d'un philosophe qui a argué que « *puisque l'État a privilégié les activités économiques ou marchandes pendant qu'il a imposé le confinement aux autres couches socio-professionnelles, il devait distribuer à manger aux personnes incapables de réaliser des stocks de nourritures.* ».

Ainsi, si l'État avait agi de cette façon, il serait passé de la rationalité économique à la rationalité sociale, toutes deux indispensables pour l'équilibre social.

Les points de vue sont partagés mais un large consensus se dégage pour constater que la rationalité des décideurs a été plutôt économique que sociale.

Un autre point de vue avance que le maintien des activités économiques au détriment des autres activités sociales et culturelles aura été une stratégie pour le gouvernement de protéger le social dans ce contexte de fléau mondial. Toutefois, cette stratégie est jugée injuste par sa finalité : ses résultats n'ont pas profité de la même manière à tous les citoyens soumis au confinement. L'État n'a pas procédé à la redistribution des gains tirés de ces activités économiques que ses décisions ont favorisées pendant le confinement. Ce sont ceux qui en profitent en période normale qui en ont toujours profité pendant les circonstances de confinement. Bref, le social a été négligé au travers des décisions politiques face à la COVID-19.

2.5. Une nécessité économique acquise à la cause du social?

En dernière analyse, ces mesures politiques protégeant l'économique au détriment du social ont été taxées de s'être écartées de l'utilité sociale de l'économie et n'ont pas favorisé le lien social en situation de crise dans la société. Rappelons que ces mesures politiques sont considérées par les enquêtés comme ayant relégué le social au second plan, mais pour une raison valable selon les uns (maintien des capacités de répondre aux exigences sociales de la population) et pour rien de social selon les autres.

Il se trouve donc que la nécessité économique a guidé le choix politique. Pour l'ensemble des enquêtés, le caractère économique de ces mesures ne leur confère pas la particularité de protéger le social. Aucun élan de solidarité ne s'est manifesté envers les pauvres et les chômeurs, aussi bien pendant le confinement que pendant le couvre-feu. L'État a maintenu en activité les marchés pour prélever taxes et impôts et garnir le trésor public, mais pas en vue de la redistribution. Le social n'a pas bénéficié de plus de regard qu'ordinaire, alors que le contexte s'y prêtait le mieux.

L'État est accusé de s'être limité à décréter des mesures limitant la liberté d'exercer et d'entreprendre mais il ne s'est pas assumé comme instance responsable, garante de la protection sociale et modèle de solidarité pendant des circonstances d'exception.

Fort de cela, on peut affirmer que le système étatique congolais n'a pas réalisé la jonction des impératifs politiques, économiques et socioculturels. L'économique devrait être mis au service du social et du culturel, au travers de l'action politique d'intérêt publique.

Le choix politique pragmatique est celui qui cherche à joindre l'économique et le social, en vue de contribuer à la construction d'une société plus solidaire et plus cohésive en situation de crise.

Or, selon une certaine opinion, dans son choix politique en contexte de Corona virus, l'État congolais a fait de l'économie pour l'économie et non pour le social.

3. Discussion

En RD Congo, en général, et à Bukavu, en particulier, les décisions politiques prises face à cette pandémie ont protégé l'économie et relégué au second rang le social. Les fondements de cette tendance se situent dans la rationalité politique, consistant à opérer des choix moins risqués, et considérant le social comme étant un ensemble d'exigences dont les réponses sont à trouver dans l'économie. Ce sont des mesures rationnelles mais jugées antisociales par les enquêtés. Ces résultats se rapprochent de ceux de l'étude sur l'évaluation de l'impact économique de la COVID-19 en Afrique subsaharienne : perspectives à partir d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC) qui montre que les décisions politiques efficaces constituent une condition essentielle pour prévenir l'impact négatif de la pandémie. Ces deux études ont en commun d'avoir mis en évidence les décisions politiques, soit comme facteur important pour prévenir l'impact négatif de la pandémie soit comme instrument d'articulation ou de liaison de l'économie et du social dans la prévention contre la propagation de la pandémie.

Par ailleurs, face à la COVID-19, les décideurs politiques congolais ont agi par rationalité et pragmatisme. Ils ont fait le choix qui donne la primauté à la nécessité économique au détriment de l'exigence sociale. Ils endossent les conséquences de leur choix, tout en prétendant apporter des réponses économiques aux exigences sociales.

Ce résultat se rapproche des analyses de Campbell et Rule (2002) sur la rationalité. En effet, leurs analyses sur le choix rationnel soulignent l'instrumentalisme et l'analyse coût-avantage. Les acteurs (y compris les acteurs politiques) font des calculs des lignes d'actions les plus susceptibles de maximiser leurs récompenses globales et assument les conséquences de chaque choix opéré. Cependant, en dépit de différents dilemmes et impasses des choix politiques, le pragmatisme doit être la règle.

Ce résultat se rapproche aussi de l'analyse de Goethals et al. (2013) selon laquelle l'économie au sens large du terme est omniprésente et investit tous les domaines de la vie quotidienne : social, culturel et politique. C'est pour cela que les autorités politiques instrumentalisent l'économie en la faisant passer pour un référentiel dans la recherche des solutions aux sollicitations ou aux besoins sociaux en toute circonstance.

Enfin, les résultats de cette étude rejoignent qu'à Bukavu en RD Congo, l'opinion constate que l'État a privilégié l'économie mais n'a pas amélioré sa capacité distributive. En situation de crise sanitaire imposant le confinement, il était attendu que l'Etat redistribue ou réponde aux demandes sociales de la population, cela n'a pas été fait. Ce résultat semble converger vers celui obtenu par Alesina et Glaeser (2006) qui, dans un élan de comparaison, ont trouvé que la part de la distribution par l'Etat est plus importante en Europe occidentale qu'aux États-Unis.

Cela suggère donc que l'économie devrait être mise au service du social et du culturel, par l'action politique d'intérêt public.

Conclusion

Les choix que les décideurs opèrent lorsqu'ils se trouvent confrontés à des exigences d'ordre social et d'ordre économique sont multiples et peuvent être controversés.

Ainsi, il est ressorti de cette recherche que les décisions politiques prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus sont interprétées comme étant injustes et inégalitaires.

On peut retenir que les décisions politiques face au Corona virus ont privilégié la nécessité économique au détriment de la nécessité sociale. Le choix du politique a été guidé par la rationalité mais qui, comme on le sait, en accord avec bien des penseurs, reste limitée.

D'autres résultats renseignent que la rationalité économique qui caractérise ces mesures politiques n'a pas été suivie de la rationalité sociale. L'État congolais est considéré ici comme un acteur rationnel, mais pas au bénéfice du social, puisque tout en ayant imposé le confinement de la population pour prévenir la contamination par la pandémie de COVID-19, l'État n'a cependant pas procédé à la redistribution des richesses économiques à tous les citoyens au cours de cette période. Sans faire preuve de solidarité, l'État a désencastré l'économie au détriment du social, avec comme enjeu le maintien de sa capacité à répondre aux exigences sociales, en dépit de la crise sanitaire.

Les résultats analysés dans cet article portent à croire qu'en situation sociale de crise comme celle de COVID-19, l'économie et le social ne peuvent plus être chacun désencastrés mais devraient être articulées, enchevêtrées, pour le maintien de l'équilibre au sein du système social. La raison en est que l'économie est conçue pour servir d'outil au social.

References:

1. Alary, P. (2012). « La subsistance de l'homme : l'économie selon Karl Polanyi », *Revue de la régulation*. <http://journals.openedition.org/régulation/10008> ; DOI : 10.4000/regulation.10008. Consulté le 14 mars 2021.
2. Alesina, A. & Glaeser, E. (2006). *Combattre les inégalités et la pauvreté : les Etats-Unis face à l'Europe*, Editions Flammarion.
3. Aron, R. (1958). « Note sur le pouvoir économique », *Revue économique*, v.9, n° 6.
4. Bourdieu, P. (2000). *Théorie du pouvoir symbolique : la domination dans les champs sociaux*. <http://www.sietmanagement.fr> consulté le 8 février 2021.

5. Coronavirus en France: à Paris aussi, les patrons de bars sont mécontents et le font savoir © NICOLAS TUCAT-AFP, 27septembre 2020 à 18h 55.
6. Djiofack, Z., Dudu, H., & Zeufack, A.G. (2020). “Évaluation de l'impact économique de la COVID-19 en Afrique subsaharienne : perspectives à partir d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC)”, International Development Policy | Revue internationale de politique de développement URL: <http://journals.openedition.org/poldev/3546>; DOI: <https://doi.org/10.4000/poldev.3546>.
7. Goethals, C. (2013). « Le pouvoir économique », in *Dossier du CRISP*, n° 82.
8. Lazarus, J., Pauget G., Ruimy, M., & Micoletau-Marcel, P. (2020). « L'argent occupe-t-il une place trop importante dans notre société? », *Les journées de l'économie*, Lyon.
9. Meadwell, H. (2002). « La théorie du choix rationnel et ses critiques », *Sociologie et sociétés*, vol 34, N° 1.
10. Molénat, X. (2015). « L'économie, c'est aussi la société », in *Grands Dossiers*, n° 16.
11. Polanyi, K. (2007). « Le sophisme economiciste », *Revue du Mauss*, N° 29, La Découverte.
12. Savoie-Zajc, L. (2000). L'analyse de données qualitatives: pratiques traditionnelle et assistée par le logiciel NUD*IST. *Recherches qualitatives*, 20, 99-123.
13. Steiner, P. & Vatin, F. (2013). « Introduction - Le fait économique comme fait social », in *Traité de sociologie économique*, Col. Quadrige, Puf.
14. Suzanne de Brunhoff (1981). « Le champ d'action de l'état (sic) capitaliste », in *Etat et Capital, recherche sur la politique économique*, Col. Fondations, la Découverte.
15. Wanlin, P. (2007). L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels. Actes du colloque BILAN ET PROSPECTIVES DE LA RECHERCHE QUALITATIVE © 2007 Association pour la recherche qualitative. ISSN 1715-8702243.
16. World Bank (2019). “The Economic Impact of the 2018 Ebola Epidemic in the Democratic Republic of Congo. Estimates for DRC and Four Neighboring Countries”.